

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.390/2
DU 6 AVRIL 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 15 mars 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « concernant la gestion des registres centraux des testaments et des contrats de mariage », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Examen du projet

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser les articles de la loi du 13 janvier 1977 portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972, et portant introduction d'un registre central des contrats de mariage qui constituent le fondement légal du projet, et pas les articles de la loi portant des dispositions diverses du 6 mai 1999 qui l'a modifiée.

2. L'alinéa 1^{er} devra mentionner l'article 6 de la loi du 13 janvier 1977 précitée qui procure un fondement juridique au projet.

3. Les alinéas 3 à 6 visent un arrêté royal et différentes délibérations qui donnent accès à la Fédération royale du Notariat belge à différentes données. L'arrêté royal n'est ni modifié ni abrogé par le projet examiné et les délibérations visées ne constituent pas des formalités préalables obligatoires. Ces visas ont dès lors pour unique objectif de déterminer la portée du texte en mentionnant le cadre dans lequel il s'inscrit. Ces précisions ne doivent dès lors pas être mentionnées sous la forme de visa mais être intégrées dans le rapport au Roi ou, si elles sont maintenues dans le préambule, elles doivent être mentionnées sous la forme d'un considérant.

4. L'Inspecteur des Finances a donné son avis le 4 novembre 2010. La date mentionnée dans la version française du projet doit être corrigée.

Dispositif

Article 1^{er}

La définition de l'acronyme « NABAN » par la mention de l'article 18 de la loi 16 mars 1803 contenant organisation du notariat tel que rétabli par l'article 20 de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses fait une référence statique¹. Les auteurs du projet sont invités à vérifier si telle est bien leur intention.

Articles 2 et 3

Les articles 2 et 3 sont dépourvus de portée normative et doivent dès lors être omis du dispositif. Ils pourraient toutefois être utilement repris dans le préambule sous la forme de considérants ou dans le rapport au Roi.

Articles 5 et 6

Les actes qui doivent être inscrits dans les registres concernés par le projet sont déterminés par la Convention précitée et l'article 4 de la loi du 13 janvier 1977 précitée. L'article 5 de cette même loi habilite toutefois le Roi « à étendre l'obligation d'inscription à toute autre disposition pouvant avoir une incidence sur la dévolution de la succession ».

Les auteurs du projet énumèrent à l'article 5, b), et à l'article 6, les actes qui doivent être inscrits dans les registres en faisant référence aux « conventions matrimoniales et les institutions contractuelles, visées à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 13 janvier 1977 » précitée et « les contrats de mariage et les actes modificatifs, visés à l'article 4, § 2, de la loi du 13 janvier 1977 ».

Ils se contentent ainsi de rappeler l'article 4 de la loi précitée sans faire usage de la faculté prise à l'article 5 de la même loi. Une telle façon de procéder donne l'impression que son auteur est compétent pour prendre ou modifier la norme supérieure et, si la norme supérieure est modifiée et non la disposition qui en rappelle le contenu, il pourra y avoir entre les deux textes une contradiction que le lecteur sera obligé de résoudre lui-même en faisant prévaloir la norme supérieure sur la disposition inférieure qui lui est contraire et qui doit être considérée comme étant implicitement abrogée². De plus, il résulte de la rédaction du projet

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 74.

² *Ibid.*, recommandation n° 80.

que seraient exclus des actes à inscrire qui ne sont pas des conventions matrimoniales ou des institutions contractuelles, si le paragraphe auquel il est fait référence était modifié pour prévoir l'inscription d'autres documents sans que le projet examiné soit également modifié. Il en va de même en ce qui concerne les contrats de mariage et les actes modificatifs.

Il y a donc lieu d'omettre les articles 5 et 6.

Articles 7 et 10

1. L'article 7 prévoit que l'inscription est faite « par le notaire » et que « le notaire est tenu d'inscrire [...] qui ont été passés dans une période de trente ans précédant l'entrée en vigueur [...] ».

Le projet ne détermine ainsi pas avec suffisamment de précision la personne responsable de cet enregistrement lorsque plusieurs notaires interviennent lors de la passation d'un acte ou lorsque le notaire qui est intervenu n'est plus en fonction.

Le projet pourrait prévoir que le notaire instrumentant ou celui qui conserve la minute de l'acte ou l'inscrit à son répertoire est chargé de l'inscription prévue par le projet examiné.

2. Au premier paragraphe, les mots « la date » dans le passage « au plus tard 15 jours après la date de la passation de l'acte authentique ou du dépôt » sont superflus et peuvent être omis.

3. Au deuxième paragraphe, il est renvoyé à l'article 10. Il serait plus lisible de prévoir, à l'article 7, la règle énoncée à l'article 10.

4. À l'article 10, il y a lieu de désigner le Service public fédéral des Affaires étrangères comme étant l'autorité chargée des inscriptions pour les missions diplomatiques et les postes consulaires et pas « les services » de ce service public.

Article 8

1. Il y a lieu d'éviter l'usage de tirets ³.

³ *Ibid.*, recommandation n° 59.

Article 9

Si le terme « modalités » recouvre les conditions auxquelles doivent répondre la demande d'inscription au registre central des testaments émanant d'un gestionnaire d'un registre d'un autre État, celles-ci ne peuvent pas être déterminées par la Fédération Royale du Notariat belge qui n'est pas une autorité administrative, mais elles doivent l'être par l'auteur même du projet.

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 13.

Article 11

La Commission de la protection de la vie privée estime que la Fédération Royale du Notariat belge devra « assurer un système de journalisation précis des accès aux données conservant pendant 10 ans le nom de la personne qui a consulté les données, les données consultées, le moment ainsi que la raison » (considérant 21 de l'avis n° 29/2010 du 15 décembre 2010).

Afin de garantir une protection adéquate de la vie privée, il est conseillé de compléter l'article 11 du projet afin d'imposer cette journalisation.

Article 12

Dans la première phrase à l'article 12, à savoir « Les données reprises au registre central des testaments restent secrètes du vivant du testateur sous le nom duquel le testament est inscrit », les mots « sous le nom duquel le testament est inscrit » doivent être omis. En effet, le testament doit être inscrit sous le nom du testateur. Ils sont dès lors inutiles et peuvent créer une confusion quant à la possibilité qu'un testament ne soit pas inscrit sous le nom du testateur.

Article 14

1. Le point 4 de l'article 14 du projet prévoit que les données sont accessibles aux « personnes et instances pour lesquelles le Roi, après décision délibérée au Conseil des ministres, accorde l'accès, après avis positif de la Commission de la protection de la vie privée ».

Si l'intention des auteurs du projet est de prévoir que cette autorisation est accordée par un arrêté royal délibéré en conseil des ministres, il y a lieu de le mentionner clairement plutôt que par les mots « après décision délibérée au Conseil des ministres ».

2. Tel que le projet est rédigé, les auteurs du projet soumettent l'autorisation de personnes ou d'instances visées à l'article 14, point 4, à l'avis positif de la Commission de la protection de la vie privée. Cela manque de cohérence avec les autres compétences d'avis de cette commission dans lesquelles il n'est pas exigé que son avis soit positif. Les auteurs du projet sont invités à reconsidérer l'exigence d'un avis positif. Le caractère contraignant d'un avis soulève au demeurant lui-même des questions, en ce qu'il empêche le Gouvernement d'assumer effectivement sa responsabilité politique.

L'article 14 du projet doit être revu en fonction de ces observations.

Article 16

Il y a lieu de déplacer les mots « conformément à la réglementation en vigueur » à la fin de la phrase, afin de faire apparaître qu'ils concernent la possibilité de demander gratuitement l'adaptation de l'inscription et pas l'inscription.

Article 17

À l'article 17, l'information des autorités disciplinaires ne se justifie qu'en cas de non-respect de l'obligation d'inscription prévue par le projet. Il y a dès lors lieu de remplacer le mot « respect » par le mot « non-respect ».

Article 18

À l'alinéa 1^{er}, il n'appartient pas au Roi de prévoir une obligation de secret professionnel. Seul le législateur est compétent pour ce faire.

Article 19

Il serait plus lisible de prévoir, au deuxième paragraphe, que l'inscription d'un même acte dans les deux registres ne donne lieu qu'au paiement d'une seule rétribution. Il y a dès lors lieu de remplacer les mots « Pour l'inscription d'un même contrat de mariage ou acte modificatif ou l'adaptation de celle-ci aux deux registres » par les mots « Pour l'inscription d'un même acte aux deux registres ou l'adaptation de celle-ci, ».

Article 21

À l'article 19, le projet examiné prévoit que les tarifs déterminés sont adaptés le 1^{er} janvier de chaque année. Cette adaptation aura donc lieu pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2012. Les mots « et ce au plus tôt au 1^{er} janvier 2012 » sont dès lors inutiles et doivent être omis ou la date modifiée.

Intitulé du chapitre 6

Il y a lieu d'écrire « disposition abrogatoire » au singulier.

Article 22

Il y a lieu de citer l'intitulé exact de l'arrêté royal du 28 octobre 1977 précité. Dans la version française, les mots « des dispositions de dernière volonté » à la fin de l'intitulé seront remplacés par les mots « de ces dispositions ».

Observations finales de légistique ⁴

1. Les auteurs du projet font un usage excessif des majuscules. Ils sont invités à vérifier leur usage correct. À titre d'exemple, les articles 28 à 30 de la loi du 6 mai 2009 portant des dispositions diverses instituant le registre central des contrats de mariage n'utilise aucune majuscule dans la désignation de ce registre.

2. Dans la version française du projet, il y a lieu d'écrire dans les numérotations des articles et des paragraphes « 1^{er} » et pas « 1 ».

3. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa. Il n'en va autrement que si l'article comporte un nombre élevé d'alinéas, ce qui complique les références et les modifications.

⁴ *Ibid.*, recommandations n° 3.5.2, 6.5, 52, 57.3.

4. Pour exprimer l'existence d'une obligation, il n'y a pas lieu d'écrire « doivent être inscrits » (article 5) ou « sont tenus de communiquer » (article 16), mais de conjuguer simplement le verbe de l'action envisagée à l'indicatif présent.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	Y. KREINS,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

.

LE GREFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.390/2
VAN 6 APRIL 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 15 maart 2011 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “houdende het beheer van de centrale registers van testamenten en huwelijksovereenkomsten”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In het eerste lid behoort verwezen te worden naar de artikelen van de wet van 13 januari 1977 houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake de vaststelling van een stelsel van registratie van testamenten, opgemaakt te Bazel op 16 mei 1972, en tot invoering van een centraal huwelijksovereenkomstenregister die de rechtsgrond vormen van het ontwerp, en niet de artikelen van de wet van 6 mei 1999 houdende diverse bepalingen, die de voornoemde wet gewijzigd heeft.

2. In het eerste lid moet melding worden gemaakt van artikel 6 van de voornoemde wet van 13 januari 1977, dat een rechtsgrond oplevert voor het ontwerp.

3. In het derde tot het zesde lid worden een koninklijk besluit en verschillende beraadslagingen vermeld die de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat machtigen om toegang te hebben tot allerlei gegevens. Het koninklijk besluit wordt noch gewijzigd, noch opgeheven door het thans voorliggende ontwerp en de aangehaalde beraadslagingen maken geen verplichte voorafgaande vormvereisten uit. Die verwijzingen strekken er derhalve enkel toe de draagwijdte van de tekst te bepalen door vermelding van het kader waarbinnen deze past. Die preciseringen mogen dan ook niet de vorm aannemen van leden die beginnen met de woorden “Gelet op ...”, maar moeten opgenomen worden in het verslag aan de Koning of, indien ze in de aanhef behouden blijven, vermeld worden in de vorm van een overweging.

4. De inspecteur van Financiën heeft zijn advies op 4 november 2010 gegeven. De datum die vermeld wordt in de Franse versie van het ontwerp moet worden verbeterd.

Dispositief

Artikel 1

De definitie van het letterwoord “NABAN” door de vermelding van artikel 18 van de wet van 16 maart 1803 tot regeling van het notarisambt, zoals het is hersteld bij artikel 20 van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen, zorgt voor een statische verwijzing¹. De stellers van het ontwerp worden verzocht na te gaan of dit wel degelijk hun bedoeling is.

Artikelen 2 en 3

De artikelen 2 en 3 hebben geen regelgevende kracht en moeten dan ook uit het dispositief worden geschrapt. De vermelding van deze bepalingen zou evenwel nuttig kunnen zijn in de aanhef, in de vorm van een overweging, of in het verslag aan de Koning.

Artikelen 5 en 6

De akten die ingeschreven moeten worden in de registers waarvan sprake in het ontwerp, worden bepaald door de voornoemde Overeenkomst en door artikel 4 van de voornoemde wet van 13 januari 1977. Artikel 5 van diezelfde wet machtigt de Koning evenwel om “de verplichting tot registratie uit (te) breiden tot enige andere beschikking die van invloed kan zijn op de vererving van een nalatenschap”.

In artikel 5, b), en in artikel 6 sommen de stellers van het ontwerp de akten op die ingeschreven moeten worden in de registers door te verwijzen naar “de huwelijksovereenkomsten en erfstellingen, bedoeld in artikel 4, § 1 van de (voornoemde) wet van 13 januari 1977” en “de huwelijkscontracten en de wijzigingsakten, bedoeld in artikel 4, § 2 van de wet van 13 januari 1977”.

Zij bepalen zich er aldus toe artikel 4 van de voornoemde wet over te nemen, zonder gebruik te maken van de mogelijkheid die geboden wordt in artikel 5 van diezelfde wet. Een dergelijke handelwijze wekt de indruk dat de steller ervan bevoegd is om de hogere regeling uit te vaardigen of te wijzigen en, als de hogere regeling wordt gewijzigd, en niet de bepaling waarin de inhoud ervan wordt gememoreerd, zouden beide bepalingen onderling in tegenspraak kunnen zijn, welke tegenspraak de lezer zelf zal moeten opheffen door de hogere

¹ *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling nr. 74.

regeling te laten primeren boven de bepaling van lagere rang die ermee in strijd is en die beschouwd moet worden als impliciet opgeheven². Zoals het ontwerp thans is gesteld, sluit deze regeling bovendien andere handelingen dan huwelijksovereenkomsten en erfstellingen uit van de verplichting tot inschrijving indien de paragraaf waarnaar verwezen wordt, in die zin gewijzigd zou worden dat de inschrijving van andere documenten verplicht wordt gesteld zonder dat het thans voorliggende ontwerp eveneens gewijzigd wordt. Hetzelfde geldt voor de huwelijkscontracten en de wijzigingsakten.

De artikelen 5 en 6 behoren derhalve te vervallen.

Artikelen 7 en 10

1. In artikel 7 wordt bepaald dat de inschrijving gedaan wordt “door de notaris” en dat “de notaris (...) verplicht (is) (...) die werden verleden binnen een periode van dertig jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van (...) in te schrijven (...)”.

Het ontwerp bepaalt aldus onvoldoende nauwkeurig de persoon die belast is met die inschrijving wanneer verschillende notarissen betrokken zijn bij het verlijden van een akte of wanneer de notaris die daarbij betrokken was, niet meer in dienst is.

In het ontwerp zou kunnen worden bepaald dat de optredende notaris of de notaris die de minuut van de akte bewaart of deze in zijn repertorium inschrijft, belast is met de inschrijving bedoeld in het thans voorliggende ontwerp.

2. In de eerste paragraaf zijn de woorden “de datum van” in de zinsnede “ten laatste 15 dagen na de datum van het verlijden van de authentieke akte of de bewaarneming” overbodig en mogen ze worden weggelaten.

3. In de tweede paragraaf wordt verwezen naar artikel 10. Het zou ter wille van de leesbaarheid beter zijn om in artikel 7 de regel vervat in artikel 10 over te nemen.

4. In artikel 10 behoort de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken aangewezen te worden als de overheid bevoegd voor de inschrijvingen voor de diplomatieke zendingen en consulaire posten in het buitenland, en niet “de diensten” van deze overheidsdienst.

² *Ibid.*, aanbeveling nr. 80.

Artikel 8

1. Het gebruik van streepjes behoort vermeden te worden ³.

Artikel 9

Indien met de woorden “op de wijze die zij bepaalt” ook de voorwaarden bedoeld worden waaraan de aanvragen tot inschrijving in het centraal register van testamenten door de beheerder van een register van een andere Staat moeten voldoen, is het niet de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat die bevoegd is om die voorwaarden te bepalen, aangezien deze geen bestuurlijke overheid is, maar is het de steller van het ontwerp zelf die deze moet bepalen.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor artikel 13.

Artikel 11

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is van oordeel dat de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat moet zorgen “voor een nauwkeurig loggingsysteem voor de toegangen, waarin gedurende 10 jaar de naam wordt bewaard van de persoon die gegevens heeft geraadpleegd, de aard van de gegevens, het tijdstip en de reden” (overweging 21 van het advies nr. 29/2010 van 15 december 2010).

Met het oog op een afdoende bescherming van de persoonlijke levenssfeer is het aangewezen om artikel 11 van het ontwerp aan te vullen en te voorzien in dat verplichte loggingsysteem.

Artikel 12

In de eerste zin van artikel 12, namelijk “de gegevens opgenomen in het centraal register van testamenten blijven geheim gedurende het leven van de erflater onder wiens naam het testament ingeschreven is”, moeten de woorden “onder wiens naam het testament ingeschreven is” worden weggelaten. Het testament moet immers worden ingeschreven onder de naam van de erflater. Die woorden zijn dus onnodig en kunnen verwarring doen ontstaan wat betreft de mogelijkheid waarbij een testament niet wordt ingeschreven onder de naam van de erflater.

³ *Ibid.*, aanbeveling nr. 59.

Artikel 14

1. In punt 4 van artikel 14 van het ontwerp wordt bepaald dat de gegevens toegankelijk zijn voor “elke andere persoon of instelling waarvoor de Koning, na in Ministerraad overlegd besluit, de toegang toekent, na positief advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer”.

Indien het de bedoeling van de stellers van het ontwerp is dat deze machtiging verleend wordt door een koninklijk besluit in de Ministerraad vastgesteld na overleg, behoort dit duidelijk te worden bepaald, in de plaats van met de woorden “, na in Ministerraad overlegd besluit”.

2. Zoals het ontwerp thans is gesteld, onderwerpen de stellers ervan de machtiging van elke andere persoon of instelling bedoeld in artikel 14, punt 4, aan het positief advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Dit strookt niet met de overige adviesbevoegdheden van deze commissie waarbij niet vereist wordt dat het advies positief is. De stellers van het ontwerp dienen het vereiste van een positief advies te heroverwegen. Het feit dat het advies dwingend is, doet zelf overigens ook vragen rijzen, aangezien daardoor de regering haar politieke verantwoordelijkheid niet daadwerkelijk op zich kan nemen.

Artikel 14 van het ontwerp moet worden herzien in het licht van deze opmerkingen.

Artikel 16

De woorden “overeenkomstig de ter zake geldende wetgeving” moeten verplaatst worden naar het einde van de zin, zodat duidelijk wordt dat deze betrekking hebben op de mogelijkheid om kosteloos de aanpassing van de inschrijving te vragen, en niet de inschrijving op zich.

Artikel 17

In artikel 17 is het informeren van de tuchtinstanties alleen gerechtvaardigd wanneer de inschrijvingsverplichting die door het ontwerp wordt opgelegd, niet wordt nageleefd. Het woord “naleving” behoort derhalve te worden vervangen door het woord “niet-naleving”.

Artikel 18

In het eerste lid komt het niet de Koning toe om de inachtneming van het beroepsgeheim op te leggen. Alleen de wetgever is daartoe bevoegd.

Artikel 19

Ter wille van de leesbaarheid zou het beter zijn om in de tweede paragraaf te bepalen dat voor de inschrijving van eenzelfde akte in beide registers slechts eenmaal het verschuldigde bedrag moet worden betaald. De woorden “Bij de inschrijving van eenzelfde huwelijkscontract of wijzigingsakte of de aanpassing van de inschrijving in beide registers” behoren derhalve vervangen te worden door de woorden “Bij de inschrijving van eenzelfde akte in beide registers of de aanpassing ervan”.

Artikel 21

In artikel 19 bepaalt het thans voorliggende ontwerp dat de vastgestelde tarieven jaarlijks op 1 januari aangepast worden. Die aanpassing zal dus ten vroegste een eerste maal plaatshebben op 1 januari 2012. De woorden “en dit ten vroegste op 1 januari 2012” zijn derhalve overbodig en dienen te vervallen, tenzij de datum wordt gewijzigd.

Opschrift van hoofdstuk 6

Er behoort te worden geschreven “Opheffingsbepaling” in het enkelvoud.

Artikel 22

In de Franse tekst moet het precieze opschrift van het voornoemde koninklijk besluit van 28 oktober 1977 worden vermeld. De woorden “des dispositions de dernière volonté” aan het einde van het opschrift moeten vervangen worden door de woorden “de ces dispositions”.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard ⁴

⁴ *Ibid.*, aanbevelingen nrs. 3.5.2, 6.5, 52, 57.3.

1. De stellers van het ontwerp maken een overmatig gebruik van hoofdletters. Zij worden verzocht het correcte gebruik ervan na te gaan. Bij wijze van voorbeeld wordt in de artikelen 28 tot 30 van de wet van 6 mei 2009 houdende diverse bepalingen tot invoering van het centraal huwelijksovereenkomstenregister geen enkele hoofdletter gebezigd in de vermelding van dat register.

2. In de Franse versie van het ontwerp dient in de nummering van de artikelen en paragrafen “1^{er}” geschreven te worden en niet “1”.

3. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Een indeling in paragrafen is alleen gewettigd als het artikel uit een groot aantal leden bestaat, waardoor de vermelding van de verwijzingen en wijzigingen bemoeilijkt wordt.

4. Om een verplichting weer te geven, moet niet geschreven worden “moeten worden ingeschreven” (artikel 5) of “zijn zij ertoe gehouden dit te melden” (artikel 16), maar dient het werkwoord dat de handeling in kwestie weergeeft, gewoonweg vervoegd te worden in de onvoltooid tegenwoordige tijd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad,
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE EERSTE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

R. ANDERSEN